



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

24 SEPTEMBRE 1989

N° 181

PRIX: 4 FF



## SENEGAL

### LA «MENACE EXTERIEURE»

### UNE MANIERE

### DE TROMPER LES GENS

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 3

- Sénégal: Plus chauvin que Wade, tu meurs.

Page 4: Echos... échos...

Page 5

- Mauritanie: la chasse aux Négros-Africains continue.

Page 6

- Tchad: Arrestation de "40 voleurs" sans Ali Baba.

Page 7

- Afrique du Sud: Les Noirs n'ont pas voté, mais ils se sont fait entendre autrement.

Pages 8 et 9

- La Sénégalie a fait long feu.

## A B O N N E M E N T

- France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

## Etranger

- Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux

## A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT, B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

### SENEGAL : LA "MENACE EXTERIEURE"

#### UNE MANIERE DE TROMPER LES GENS

Dans le but de détourner l'attention de la population sénégalaise de ses vrais problèmes, à savoir la baisse continue du pouvoir d'achat, le licenciement dans la fonction publique, les hôpitaux et les dispensaires où beaucoup de médicaments font défaut etc..., le gouvernement de Diouf essaye de jouer sur la fibre nationaliste. Il propage par tous les médias à sa disposition l'idée que le Sénégal serait entouré de "voisins belliqueux" qui lui veulent du mal et que, par conséquent, il faudrait que tous les Sénégalais taisent leurs querelles internes pour s'unir autour de la "défense de l'intégrité territoriale."

Après le conflit avec la Mauritanie, le Sénégal a un contentieux territorial avec la Guinée Bissau. Il semblerait qu'on aurait découvert un gisement de pétrole dans la zone maritime entre les deux pays. Du coup, chacun s'est précipité pour dire que cette région lui appartient. Des incidents ont déjà eu lieu dans cette zone qui est en même temps une zone de pêche. Les Bissau guinéens ont arraisonné un bateau de pêche sénégalais et il y aurait eu deux morts.

Après la Guinée Bissau, c'est avec les Iles du Cap Vert que le Sénégal a eu un contentieux, toujours dans le domaine des eaux maritimes. Cette fois-ci c'est pour la délimitation de la zone de pêche.

Décidément, c'est presque une aubaine pour Abdou Diouf d'avoir des conflits vrais ou inventés de toutes pièces avec ses voisins car il s'en saisit à deux mains pour réaliser son rêve: faire un "consensus national" autour de la "patrie en danger" et faire oublier ainsi à la population laborieuse toutes les privations que son gouvernement lui fait subir.

Les manifestations qui ont suivi les élections truquées de février-mars 88 et qui ont mis son gouvernement en difficulté sont aujourd'hui loin derrière, de même que les grèves et les manifestations des étudiants et élèves qui leur ont succédé. Dans le conflit avec la Mauritanie, Diouf a eu un temps de répit avec la contestation intérieure. Il voudrait certainement prolonger ce répit en dramatisant au maximum ses contentieux avec la Gambie, la Guinée Bissau et les Iles du Cap Vert.

Les partis de l'opposition, en tout cas ceux qui sont les plus en vue comme celui de Wade, le suivent dans cette voie-là, voire même ils font de la surenchère sur le nationalisme et le chauvinisme. Certains partis comme le PIT l'ont même rejoint et lui proposent leur aide pour "défendre le Sénégal."

Mais les travailleurs et les petites gens n'ont aucun intérêt à suivre ces politiciens dans cette voie nationaliste, car les vrais responsables de leurs problèmes de la vie quotidienne, de la misère qui progresse ce ne sont pas les peuples des pays voisins mais le gouvernement de Diouf lui-même et le système capitaliste dont il est le garant au Sénégal.

Ce que Diouf essaye de faire au Sénégal, à savoir le détournement de l'attention de la population par la démagogie nationaliste, les dictateurs voisins le font aussi. Tous ces gens-là, pour rester au pouvoir, sont prêts à entraîner les populations à se massacrer. Raison de plus pour les travailleurs conscients de dire que nos vrais ennemis sont d'abord chez nous-mêmes, sont ceux-là mêmes qui vivent comme des rois au milieu de l'écrasante majorité et que s'il faut se battre, c'est contre eux qu'il faut le faire.

Les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, ont les mêmes intérêts et plutôt que de se battre entre eux au nom du nationalisme, il doivent au contraire unir leur force pour se libérer ensemble de leurs exploiters.

### SENEGAL: PLUS CHAUVIN QUE WADE, TU MEURS!

Abdoulaye Wade ne râte jamais une occasion pour faire de la surenchère nationaliste. Il veut se montrer plus "patriote" que Diouf.

Après avoir embouché la trompette guerrière à l'occasion des événements de Diawara en déclarant que s'il était président, il enverrait les paras à Sélibaby pour libérer les "otages" sénégalais, Wade a trouvé dans les contentieux avec la Gambie et la Guinée Bissau un autre cheval de bataille contre Diouf, toujours dans le domaine du chauvinisme.

Le journal "Sopi" du 26 Août, avec en grand titre: "Défaitisme", explique que "Abdou Diouf a choisi le défaitisme et baissé les bras face aux multiples défis qui nous interpellent."

Actuellement, les deux leitmotivs de Wade et ses compères de "l'Alliance Sopi", c'est que Diouf doit démissionner pour laisser la place au "président légitime" qui serait Wade lui-même, et d'autre part, que Diouf est "incapable", qu'il est trop "mou" dans la défense de la "souveraineté nationale".

Les vrais problèmes de la vie quotidienne des travailleurs et des petites gens, comme le blocage des salaires, les licenciements, la hausse des prix etc..., ça ne les intéresse pas vraiment. Et, pour peu qu'ils en parlent, c'est par pure démagogie, par tactique politicienne, pour faire croire qu'ils s'intéressent au sort des petites gens.

Mais, ce n'est pas un hasard si l'essentiel de leur critique à l'égard du gouvernement, c'est sur le terrain, non pas social, mais de la surenchère chauvine. Car, du sort de la population pauvre, ils ne se préoccupent pas plus que Diouf.

## ECHOS...ECHOS...ECHOS...ECHOS...

### S E N E G A L

#### LICENCIEMENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le gouvernement sénégalais fait courir le bruit que dans un avenir proche, il y aura des milliers de licenciements chez les fonctionnaires. Pour faire avaler la pillule, il jette l'entière responsabilité sur la Banque Mondiale. Celle-ci ferait pression pour l'obliger à diminuer les dépenses de fonctionnement de l'Etat pour l'obtention de nouveaux crédits sans lesquels le pays serait paralysé.

En clair, on lui demande de jeter dans la rue des milliers de fonctionnaires. Cela veut dire priver des milliers de travailleurs et leurs familles des moyens de vivre; cela veut aussi dire pas d'embauche pour les jeunes dans les postes, dans l'enseignement etc...Des familles n'auront pas non seulement les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école, mais elles n'auront pas non plus ceux de les nourrir, les entretenir. Et pourtant, depuis des années, voire des dizaines d'années, ces mêmes familles en travaillant ont payé leurs impôts pour entretenir l'Etat, l'éducation nationale, la santé et même l'armée, la police et tout le corps judiciaire.

Il est sûr qu'il n'y aura pas de licenciement dans l'armée et la police. Par contre, dans les postes, les écoles, les banques, les hôpitaux etc..., il y en aura. Alors, si vraiment le gouvernement veut diminuer ses dépenses et augmenter ses recettes, il n'a qu'à faire payer les riches qui bien souvent se dispensent de payer les impôts et de diminuer ses frais inutiles pour l'armée et la police. Mais, entre le choix de toucher à son corps de répression et celui de diminuer le nombre de fonctions utiles à la fonction publique, Diouf a déjà fait son choix.

#### L'INCURIE DE LA SOTRAC

Il est devenu normal dans le paysage des rues de Dakar de voir des bus en panne rester sur place pendant des jours sans que ne vienne l'équipe d'entretien pour les réparer. Le matériel et les cars sont de moins en moins entretenus et vieillissent vite. Le résultat c'est qu'il y a de moins en moins de bus en circulation.

La fréquence des passages diminuant, les petites gens, les travailleurs, attendent plus longtemps dans les stations. Et en plus quand il y a un car qui passe, on y est entassé comme du bétail. C'est un cauchemar pour les pauvres de prendre les bus. La Sotrac, en voulant faire des économies dans l'achat de matériel neuf et l'entretien de ce qui existe, fait payer les usagers. Attend-elle la réaction de ceux-ci pour changer la situation?

## MAURITANIE: LA CHASSE AUX NEGRO-AFRICAINS CONTINUE

Le gouvernement de Nouakchott continue d'expulser à tour de bras des milliers de Négro-africains mauritaniens. La police a le pouvoir de vie et de mort sur ces populations. Il n'est pas rare de voir des policiers sans mandat d'arrêt venir en pleine nuit dans les quartiers pour rafler des pères de famille et les conduire au commissariat. Certains restent enfermés dans des cachots pendant de longues heures sans aucune explication ni raison valable.

Il arrive même que des policiers enchaînent des Négro-africains dans leurs propres maisons, violent leurs filles et leurs femmes devant eux. Telles sont quelques-unes des exactions barbares des autorités du régime dictatorial de Nouakchott. Il y a quelques mois, c'étaient les Sénégalais qu'on expulsait. Maintenant, c'est le tour des Mauritaniens noirs non beïdanes. Les autorités de Nouakchott les expulsent et confisquent leurs concessions, tous leurs biens et même leurs pièces d'identité. Pour le moment, c'est l'ethnie des Pular qui est la plus victime de ces violences.

Aujourd'hui, ceux qui restent encore employés dans l'administration sont systématiquement fichés par la police et d'autres convoqués au commissariat pour intimidation. Il paraît qu'il y aurait des tables d'écoute dans leurs bureaux pour surveiller leurs conversations téléphoniques. Certains chefs de service vont même jusqu'à interdire l'utilisation d'autres langues que la langue beïdane.

Telle est la situation aujourd'hui d'un grand nombre de Négro-africains dans les villes. A la campagne et surtout dans les villages situés au bord du fleuve, l'armée continue de faire des descentes pour confisquer le bétail des paysans et obliger ceux-ci à aller de l'autre côté du fleuve (au Sénégal). C'est le cas du village de Garly et certains habitants du village de Toumbou et Sèneïga, dans la région de Sélibaby.

Face à cette situation répressive, un certain nombre de gens s'organisent. Ils prennent les armes pour attaquer les féodaux beïdanes qui ont confisqué leur bétail avec le soutien du régime réactionnaire d'Ould Taya. La tension est non seulement très loin d'être apaisée, mais elle est même franchement explosive.

Le régime de Nouakchott continue de chercher à diviser la population mauritanienne pour mieux l'opprimer. Il pousse les Arabo-berbères et leurs anciens esclaves haratines contre les Négro-africains. L'armée d'Ould Taya vient dans les villages habités par les Négro-africains souvent, pour ne pas dire toujours, en compagnie des Haratines pour expulser les villageois; puis elle confisque leur bétail qu'elle confie aux Haratines pour ensuite se le partager.

De ce fait, les Haratines sont encore plus mal vus par les Négro-africains. Dans tout le Guidimaka (côté mauritanien), les villageois peuhls et soninké refusent de les recevoir, contrairement à ce qu'ils faisaient auparavant, car, ils considèrent tous les Beïdanes, noirs comme blancs, comme leurs adversaires.

Et c'est bien là le drame parce que les Haratines, dans leur grande majorité, font partie de la population la plus opprimée et la plus exploitée. Si les exploités négro-africains, arabo-berbères et haratines veulent se libérer de toute exploitation et de toute oppression, ce n'est pas en s'entre-déchirant qu'ils pourront le faire. C'est en s'unissant qu'ils pourront lutter efficacement contre la dictature des galonnés et des civils, aussi bien beïdanes que négro-africains, ainsi que contre tous les privilégiés, blancs comme noirs, qui vivent sur leur dos. C'est en s'unissant qu'ils pourront arracher la liberté démocratique, la liberté de s'organiser, de créer les organisations politiques et syndicales de leur choix, chose que tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête de ce régime néo-colonial n'ont tolérée.

L'avenir de la Mauritanie ne réside pas dans la division ethnique et dans le racisme, pas plus que dans le nationalisme d'où qu'il vienne, que ce soit du nationalisme négro-africain ou celui des Arabo-berbères, mais dans l'internationalisme prolétarien, seule politique qui pourra permettre d'en finir avec le racisme, la dictature, militaire et civile, et de réaliser l'égalité et la liberté entre tous les travailleurs et les pauvres opprimés de la Mauritanie.

#### TCHAD: ARRESTATION DES "40 VOLEURS" SANS ALI BABA

Le mois dernier, une quarantaine de fonctionnaires tchadiens ont été arrêtés pour détournements des fonds publics. Cela n'a rien d'étonnant, car ce n'est pas la première fois que, dans un régime corrompu comme celui de N'Djaména, des fonctionnaires véreux s'enrichissent en puisant dans les caisses de l'Etat.

Mais, ce qu'il y a de particulier, selon la version officielle, c'est que ces fonctionnaires, appartenant tous au ministère des Finances ou à la Trésorerie Générale, ont constitué un réseau qui leur a permis, depuis novembre 1986, de détourner 30 à 40 millions de francs CFA chaque mois. Leur "technique" consistait à émettre au nom de la Trésorerie Générale, des mandats fictifs grâce aux imprimés officiels qu'ils n'avaient eu aucun mal à voler, vu les départements auxquels ils appartiennent.

Ces détourneurs de fonds ont pensé à tout pour que leur réseau fonctionne le plus longtemps possible sans problèmes. Ils ont par exemple payé plusieurs marabouts pour qu'ils les protègent d'éventuels contrôles. Nous ne savons pas si les marabouts ont le même degré de conscience professionnelle que leurs "protégés" et qu'ils ont fait du bon travail. Mais, le fait est qu'ils ont été impuissants face au hasard.

En effet, c'est par hasard qu'un agent chargé de répertorier les bons de caisse a constaté la disparition des bons de caisse équivalant à 30 millions de francs CFA. Il l'a signalé à ses supérieurs. Alors commença une enquête qui devait aboutir au démantèlement du réseau.

Selon le quotidien gouvernemental, "Info-Tchad" du 14 août dernier qui raconte cette histoire, dans des départements comme la Sûreté Nationale et l'Education nationale qui emploient beaucoup de fonctionnaires, "il est courant que des agents de certains départements fournissent, en plus des listes normales, celles des fonctionnaires fictifs dont les soldes sont récupérées par le réseau."

Le journal en question n'a pas précisé s'il parlait d'un même réseau ou d'autres. Mais il a donné plusieurs moyens de détournements apparemment utilisés par plusieurs réseaux.

En tout cas, pour le moment, on ne parle au Tchad que des "40 voleurs du Trésor" ou tout simplement des "40". Ceux-ci deviennent des boucs émissaires. Par exemple, pour expliquer le fait que le gouvernement de Habré ne paie que des "demi-salaires" aux fonctionnaires et cela avec plusieurs mois de retard, l'homme de la rue dit que c'est la faute aux "40". Mais, il ne doit pas oublier qu'en matière de détournements de fonds, ces "40" sont des minables à côté des hauts fonctionnaires et des dignitaires.

## BURKINA-FASO: DE LA BANDE DES QUATRE, IL N'EN RESTE QU'UN

Dans la nuit du lundi 18 septembre, Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo, respectivement ministre des forces armées et ministre de la promotion économique, ont été exécutés. Ils avaient été accusés d'avoir ourdi un coup d'Etat contre leur ami Blaise Compaoré, le président du Burkina-Faso, alors qu'il était en voyage à l'étranger.

Blaise Compaoré, Henri Zongo et Jean-Baptiste Lingani étaient les compagnons de Thomas Sankara. C'étaient eux qui ont fait le coup d'Etat de 1983 et porté Sankara au pouvoir avant de se débarrasser de lui en l'assassinant il y a deux ans.

Aujourd'hui, c'est Blaise Compaoré qui se débarrasse des deux autres pour rester seul maître à bord. Cette purge continue qui se déroule au niveau du pouvoir à Ouagadougou, ce n'est qu'un règlement de compte entre galonnés, entre des gens qui ne s'intéressent qu'au pouvoir et qui se moquent éperdument de ce que pensent ou veulent les populations du Burkina-Faso.

Le malheur pour Sankara, Lingani et Zongo est que, dès le début, c'est leur ami Compaoré qui, fort du soutien d'une bonne partie de l'armée, notamment des commandos de Pô dont il a été le chef pendant longtemps, a les principales cartes en main et veut se réserver à lui tout seul les privilèges de la dictature qu'ils ont construite ensemble.

## AFRIQUE DU SUD: LES NOIRS N'ONT PAS VOTE

### MAIS ILS SE SONT FAIT ENTENDRE AUTREMENT

Le 6 septembre, en Afrique du Sud, ont eu lieu des élections législatives dont le gagnant était, sans surprise, le Parti National au pouvoir depuis 1948. Le principal dirigeant de ce parti, Frederik De Klerk, a été, par la suite, élu par ses pairs Président de la République.

Ces élections sont une mascarade, comme l'étaient toutes les élections qui ont été organisées dans ce pays. La majorité noire en a été exclue conformément aux lois ségrégationnistes de Prétoria. Mais, en fait, celle-ci y a pris part, de manière digne, c'est-à-dire par la lutte, comme elle a toujours su le faire.

En effet, malgré l'état d'urgence, pendant plusieurs semaines, ces élections ont été marquées par des manifestations, des boycottages et des grèves dans le secteur industriel et minier. Toutes ces manifestations de protestation ont été féroce ment réprimées. Il y eut au moins dix morts avant les élections et une trentaine pendant, notamment au Cap.

Ensuite, pour se donner une image libérale, le nouveau président De Klerk a autorisé deux manifestations, l'une au Cap puis l'autre à Johannesburg. Ces manifestations ont eu lieu et pour la première fois, la police sud-africaine qui a la gachette facile n'a pas tiré. Le nouveau gouvernement a voulu montrer ainsi qu'il veut chercher un petit compromis avec les dirigeants du mouvement anti-apartheid.

Cependant, cela n'exprime pas la volonté d'un changement politique. Loin de là. Avant les élections, De Klerk avait parlé de mettre fin à l'apartheid. Mais une fois élu, il a tenu à mettre en garde contre "les attentes irraisonnées", il a tenu à dire à ceux qui se faisaient des illusions de ne pas manifester "trop d'enthousiasme". Il a raison.

Car, il n'y a rien à attendre de sa politique qui est la même politique odieuse qu'il a défendue en tant que collaborateur de Peter Botha. Il n'est pas impossible qu'il accorde aux Noirs d'élire -à part- leurs représentants, comme Botha l'a fait avec les Métis et les Indiens. C'est certainement à cela qu'aboutira le "dialogue" qu'a entamé son prédécesseur et qu'il se dit prêt à poursuivre, avec des "gens raisonnables".

Il est vrai que les dirigeants de Prétoria ne renonceront pas d'eux-mêmes au système d'apartheid qui garantit leur pouvoir et les privilèges de la minorité blanche. S'ils parlent de dialogue et même de mettre fin à l'apartheid, s'ils se montrent moins arrogants, c'est qu'ils sont obligés de tenir compte des manifestations de colère des Noirs et de leurs luttes dont notamment celle des jeunes de Soweto en 1976.

Tout recul des dirigeants est la conséquence de la lutte anti-apartheid. Et cela ne peut qu'encourager ceux qui se battent en Afrique du Sud. C'est par la lutte qu'ils arracheront, ne serait-ce que le droit de vote qu'ils réclament: "un homme, une voix".

### LA SENEGAMBIE A FAIT LONG FEU:

#### UNE ILLUSTRATION DE L'INCAPACITE DE LA BOURGEOISIE D'AFRIQUE

#### DE RESOUDRE LE PROBLEME DES FRONTIERES

Avant la fin du mois d'Août, le gouvernement sénégalais annonçait le retrait de son contingent militaire de la Gambie en faisant croire, au début, que c'était un simple mouvement de troupes en vue de renforcer la présence militaire sénégalaise sur les rives du fleuve, face à la Mauritanie.

Quelques jours après ce retrait, Diouf a fait un discours à la radio et à la télévision pour dire qu'il avait décidé de "geler les institutions confédérales", avouant que celles-ci "tournent à vide". Ca, c'est la version Diouf. La version Diawara est différente. Celui-ci prétend que c'est lui qui a demandé le retrait des troupes sénégalaises de la Gambie pour les faire remplacer par un contingent nigérian. Il prétend également que c'est lui qui a demandé le retrait de son pays de la confédération, prétextant le refus de Diouf de lui céder la présidence de celle-ci que ce dernier monopolise depuis sa création en 1981. Ainsi donc, cette confédération qui n'a jamais existé en réalité, autrement que sur le papier, a cessé d'être.

#### DANS QUELLE CIRCONSTANCE EST NEE LA SENEGAMBIE?

Les circonstances même de sa naissance en disent long sur ce qu'était la confédération en réalité. En juillet 1981, "Sir" Diawara fut invité à Londres pour assister aux noces de Lady Diana. Et pendant qu'il buvait sa coupe de champagne, des militaires prennent le pouvoir par un coup d'Etat.

C'est alors que le gouvernement de Diouf, avec l'aval de l'impérialisme français et anglais, prétextant une menace lybienne, envoie ses troupes en Gambie pour faire échec au coup d'Etat. Ce fut un véritable massacre. Il y aurait eu plusieurs centaines de morts qu'on enterra en toute hâte pour éviter une révolte populaire à Banjul. C'est ainsi que Diouf remit sur selle le dictateur Diawara. Sans la présence militaire sénégalaise, celui-ci, même une fois réinstallé au pouvoir, n'aurait pas pu y rester. Et c'est donc le couteau à la gorge qu'il a accepté de ratifier en toute hâte la création de la Sénégambie, accordant à Diouf le droit d'aînesse, c'est-à-dire la plus belle part.



Aujourd'hui, plus de huit ans après sa remise en selle, Diawara voudrait prendre un peu de recul vis-à-vis de son "protecteur" voisin qui semblait vouloir l'embrasser de trop près. A-t-il trouvé auprès du dictateur du Nigéria des assurances d'une protection en échange de celle de Diouf? C'est possible. En tout cas, il a dit merci à Diouf en lui claquant la porte au nez.

### LES TRACASSERIES DOUANIERES N'ONT JAMAIS CESSE ENTRE LES DEUX PAYS

Qu'est-ce qui va changer pour les populations des deux pays, notamment pour celles habitant dans les régions frontalières? Rien. Exactement comme lors de la création de la Sénégalie, rien n'a changé pour elles. De toutes façons, on n'a jamais demandé l'avis des populations.

Pendant ces huit années de "confédération", les tracasseries douanières, particulièrement lors des passages des taxis-brousses allant et venant de la Casamance, n'ont jamais diminué. Les policiers, les douaniers continuaient toujours de rançonner les gens pauvres. Les deux Etats ont continué à avoir chacun leur propre monnaie. Ils n'ont même pas pu s'entendre sur la construction d'un pont pour traverser le fleuve Gambie, un pont que les habitants souhaitaient de tout coeur pour faciliter le transport entre la Casamance et la capitale. Et ce n'est même pas faute de moyens que ce pont n'a pu être construit, mais tout simplement parce que l'existence d'un bac plutôt que d'un pont procure des rentrées d'argent à toute une clique de fonctionnaires, de militaires et de douaniers.

Maintenant que la confédération a cessé d'exister, ces mêmes fonctionnaires vont redoubler de zèle pour rançonner encore plus les populations. Le gouvernement sénégalais a déjà annoncé, en guise de représailles qu'il allait renforcer le contrôle douanier entre les deux pays accusant la Gambie de faire rentrer des marchandises en fraude au Sénégal. En réalité, ce sont les petites gens qui vont en faire les frais. Il est courant que les gens lors de leur passage en Gambie s'achètent un paquet de sucre, du thé, du savon ou des cigarettes (parce qu'en Gambie ces produits coûtent moins cher qu'au Sénégal). Ce sont ceux-là, c'est-à-dire les pauvres qui seront touchés par ces mesures de contrôle renforcées, et non les vrais fraudeurs, c'est-à-dire les riches qui font transiter en fraude des centaines de tonnes de marchandises sans passer par la douane. Ceux-là n'auront rien à craindre. Ils sont très haut placés et c'est souvent ceux-là même qui prennent les décisions au sommet de l'Etat.

### L'AFRIQUE SANS FRONTIERES SERA CELLE DES TRAVAILLEURS

L'échec de la confédération Sénégalie illustre l'incapacité des bourgeois de nos pays à résoudre la question des frontières et à mettre fin à l'existence des micro-Etats hérités de l'histoire coloniale. Quelle aberration, en effet, que l'existence séparée du Sénégal et de la Gambie, un seul peuple qu'un troc entre l'Angleterre et la France au siècle dernier a coupé en deux morceaux complètement artificiels! Toutes les frontières de l'Afrique ont ainsi été tracées mais nos bourgeois sont incapables de remettre en cause les découpages hérités du colonialisme. Ils ne veulent d'ailleurs même pas remettre en cause l'existence de ces frontières, même lorsqu'ils prétendent créer leur confédération.

D'ailleurs le voudraient-ils que les puissances impérialistes ne l'accepteraient pas. Car ce n'est pas un hasard si ce sont ces mêmes puissances qui ont procédé au morcellement de leurs territoires coloniaux au moment des indépendances. Il serait pourtant conforme aux intérêts des populations gambiennes et sénégalaises que ces frontières aberrantes disparaissent à jamais pour laisser la libre circulation aux habitants. Mais pour réaliser cette tâche comme d'ailleurs pour réaliser toutes les tâches qui vont dans le sens des intérêts des populations déshéritées, celles-ci ne devraient se faire aucune illusion sur leurs dirigeants qui sont des alliés de l'impérialisme, même quand ils prétendent le contraire.

Les populations déshéritées ne pourront réaliser leurs aspirations que si elles sont capables de se mobiliser, de s'organiser et de se battre pour leurs propres intérêts en tant que pauvres, en tant qu'exploités et opprimés. Cela veut dire être capable de renverser les Etats dictatoriaux en place et de faire face à l'impérialisme, car celui-ci ne laissera jamais les pauvres remettre en cause son ordre établi.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.